

Les portes entr'ou

Cette victoire, c'est d'abord celle du peuple de gauche, peuple de tous les âges et de toutes les conditions. Emus, hilares, graves, dansant, ils étaient tous là, à la Bastille, en cette nuit du 10 mai. Ceux qui n'avaient plus connu la victoire depuis la Libération. Ceux qui n'avaient bu l'amer-tume de la guerre d'Algérie. Ceux qui se souvenaient de la plénitude d'un autre Mai. Et les louloutes et les loubards aux pieds de l'Ange de la Liberté. Les exclus et les opprimés, ceux qui n'ont rien à perdre et ceux qui défendent leurs acquis. Les forces de la jeunesse et les forces du travail. Les féministes et les démocrates qui refoulaient leurs larmes d'élection en élection...

un sursaut national

Mais ils n'ont pas changé tout seuls. Ce n'est pas tout que x% de gaullistes, que y% d'abstentionnistes aient pour une fois rejoint la Gauche. C'est un mouvement plus profond de la société française. Un sursaut de vie dans un corps à la dérive. Oui, un mouvement profond de la nation, renouant avec de vieilles valeurs auxquelles le giscardisme avait opposé les siennes. Le lent poison de l'individualisme, du cynisme, du chacun pour soi, distillé jour après jour pour justifier la désagrégation sociale, la ruine des régions, le déchirement du tissu économique, l'abandon de tout projet collectif. Et du sol craquelé de la France giscardienne montaient les miasmes fétides du racisme.

Ce n'est pas un vote contre la crise. C'est un vote contre une certaine façon de gérer la crise. Ce n'est pas seulement un vote contre le chômage. C'est un vote contre le « qu'ils crèvent ». Combinant adroitement dans un flou artistique l'image de la compétence technique et le retour aux valeurs de l'Ecole Communale (Victor Hugo parlait davantage par sa bouche que par celle d'Alain Delon !), François Mitterrand s'est présenté comme le Gambetta de notre époque. L'homme des couches nouvelles, non pas dans leurs appétits corporatistes (les jeunes loups, les gadgets giscardiens), mais dans leur disponibilité à prendre en main le radeau de la Méduse, à assumer des responsabilités collectives. Des experts, des ingénieurs prenant en charge, avec compassion, la France des villages et des banlieues paumées : telle est la géniale image qu'a façonnée sa campagne.

Plus d'un coup de pub réussi, c'est une réalité culturelle nouvelle qui prend corps, avec toutes ses contradictions, archaïque et moderniste, généreuse et gestionnaire à la fois.

l'effet Pologne

Et de cela, de cette ambiguïté qui est le prix de la victoire, nous nous félicitons. La divine surprise passée, la joie, l'unanimité se dissiperont vite. Mais avouons-le : jamais nous n'avions cru que nous serions si heureux du résultat d'une élection « bourgeoise », ni de la victoire d'un François Mitterrand (essai qu'il reste d'ailleurs à transformer, nous ne risquons pas de l'oublier, aux législatives). Cette victoire nous l'avons voulue, malgré toutes ces limites, et dans toutes ces limites. Nous avons accepté en souriant les dénégations outragées de Mitterrand devant le propre programme du PS que Giscard brandissait comme un épouvantail. Alors qu'il nous paraissait si fade, ce programme, on était scandalisé par ses outrances, ses maladroites.

Hyper-opportunisme ? Peut-être pas. Dans tout ce qui est mort, à bout de souffle, quelque part vers la fin des années 70, il y a sans doute une certaine attitude « Révolutionnaire » et toute une série de vieux débats « tactiques » ; surenchère, dénonciation, débordement, rupture. Débats dépassés, pas seulement faute de combattants. Mais surtout parce qu'après le Portugal, aujourd'hui le neuf nous vient de la Pologne. Comment gagner quelque chose quand on n'a pas les forces de gagner tout à fait ? Ce sens tactique de masse, qui nous émerveillait chez les Polonais (« il faut gagner ça, et ensuite on verra, ne pas aller trop vite trop loin »), on l'a retrouvé dans le délire contenu de la nuit du 10 mai. Nous n'avions pas besoin des mises en garde de Marchais, ni du catalogue de conditions minimales de tout gouvernement qui se voudrait authentiquement ouvrier. Nous n'attendions qu'une chose : chasser Giscard, et que vienne un gouvernement qui entrouvre les portes. A nous maintenant de les pousser.

Nous ne voulions pas tout tout de suite, parce que nous savions bien que nous ne l'aurons pas, que nous sommes émiettés, écrasés, atomisés. Parce que nous avons besoin d'une bouffée d'oxygène. Nous n'exigeons pas de Mitterrand qu'il réalise un programme que nous ne savons

même pas encore formuler. Nous n'aboierons pas à ses basques. Nous avons conquis une chose (immense) : à nouveau le goût d'espérer, de se retrouver, de s'organiser, de lutter. Nous avons soulevé la chappe de plomb. Et c'est maintenant que tout va commencer.



derrière la porte

Oui, Monsieur Prévert : « la vie va devenir plus belle, les hommes seront grandeur naturelle ». Et d'abord ceux qui n'ont jamais baissé les bras, parce qu'ils étaient le dos au mur.

Les paysans du Larzac, dont la lutte a jalonné les années 70, ont sans doute arraché à Mitterrand son engagement le plus précis : le camp ne se fera plus. Et dès lors le rassemblement de cet été, qui risquait d'être un chant du cygne, prend une ampleur nouvelle, un tremplin vers une lutte plus large et plus décisive, pour la paix, pour la fraternité entre les peuples.

Les immigrés de la seconde génération, qui avaient eu recours à l'arme ultime de la grève de la faim, alors que les médias étaient accaparés par la campagne, ont déjà su recueillir un soutien inattendu, arrachant du coup à Giscard un sursis de trois mois. Victoire prémonitrice sur l'idéologie barriste du « qu'ils crèvent ». Une autre bataille commence, contre toutes les expulsions.

Et comment imaginer que les tra-

vertes

vailleurs écrasés depuis des années ne vont pas relever la tête ? Et comment imaginer que les mouvements sociaux qui s'épuisaient contre le mur du mépris et du refus, ne vont pas sortir de leur morosité, de leur déliquescence ?

Non, rien ne sera donné. La victoire de Mitterrand n'est même pas la sanction politique d'une poussée victorieuse. Certes. Mais c'est la condition d'un re-départ pour une politique féministe, une politique écologiste, pour une redéfinition des buts et des formes du mouvement ouvrier, pour la reconstruction d'une alternative.

Car, soyons nets : le programme du PS n'est pas en lui-même cette alternative. Le PS (et sans doute le PCF qui s'apprête à renouer les fils

rompus du Programme Commun, sera aux mêmes contraintes de rentabilité et de compétitivité. Et il cherchera alors à faire payer les mêmes, à imposer lui aussi les solutions que dicte la loi du capital. Et nous savons que PCF (à 15% ou à 20%) n'est pas une garantie contre ça. Dans ses virages à 180°, dans ses phrases ouvriéristes ou dans ses refus du maximalisme, il s'en est tenu quand même à quelques points fixes : oui au nucléaire, les immigrés dehors, non à la contre-culture.

Et pourtant c'est de ce côté qu'il faut avancer. Du refus d'un mode de développement qui nous enferme dans la crise et nous entraîne à la Guerre, au projet d'une manière nouvelle de vivre et de produire, de rapports nouveaux entre les gens, et avec les peuples opprimés du Tiers Monde. Dans une stratégie d'auto-organisation populaire, dans une perspective qui libère les aspirations profondes des gens à la liberté, à la créativité, à la reprise en main de sa propre vie. Et surtout (thème le plus enterré de Mai 68), jusqu'à ce que la Pologne le remette à l'honneur : à la solidarité.

Ce ne sera pas facile, car la crise a creusé le fossé entre ceux qui se battent pour la réappropriation, voire simplement la sauvegarde de leur travail, et ceux qui ne sont jamais entré vraiment dans ma culture du travail. Et les contradictions à surmonter n'opposent pas seulement un peuple uni face à de vilains exploiters, mais les rapports d'exploitation et d'oppression qu'il s'agit d'abolir traversent le peuple travailleur lui-même, comme l'a rappelé avec éclat la lutte des femmes.

Mais c'est en se battant sur des objectifs concrets, émancipateurs, pour la conquête de nouveaux droits dans l'entreprise (abolition du travail précaire, contrôle de l'introduction de l'automation, etc.) et au dehors (centre de jeunes, maisons de femmes, radios-libres, liberté effective de l'avortement, contrôle de la santé, refonte de l'éducation, ...) que nous pourrons jeter les bases d'un nouveau mode de vie pour laquelle il vaudra la peine de lutter.

une force nouvelle

Et c'est par rapport à ces exigences de la société, se développant d'abord dans l'ombre du nouveau pouvoir et cherchant ensuite à lui imposer leur logique, que le gouvernement de gauche aura à se situer.

Les réprimera-t-il ? Les récupérera-t-il ? Tout dépendra de la radicalité et de la force du mouvement social. Jusqu'où cela pourra-t-il aller ? Même les camarades polonais n'ont pas la réponse, ils sont pourtant beaucoup plus en avance...

Reste que les Polonais, comme dans tout grand mouvement émancipateur, se sont dotés d'outils de confrontation, de réflexion, d'initiative, et ils ont montré que la forme « parti » n'était nullement obligatoire !

Le mouvement social auquel la victoire de Mitterrand entrouvre la porte, aura besoin lui aussi de telles structures. Une Gauche Nouvelle doit naître, divergeant non seulement dans ses objectifs de la Gauche au Pouvoir, mais rompant plus profondément avec ses formes d'existence de type étatique. Une force pluraliste, en ce qu'elle se saura diverse et se fixera comme objectif de vivre avec, de vivre de ses contradictions. Une force autonome, qui ne se contentera pas de mendier auprès du PS la prise en compte de telle ou telle aspiration, mais saura s'imposer par le fait de sa force et de ses réalisations.

Cette force existe, latente, chez les électeurs des « petits » candidats d'une vieille extrême-gauche, comme chez les écologistes qui se sont situés d'emblée dans l'opposition au giscardisme, comme chez les féministes qui se posent la question d'un « retour à la politique », enrichies des acquis de leur mouvement, comme chez les communistes critiques et les militants de l'Union dans les luttes qui ont dépassé les premières critiques de la désunion de la gauche et des crimes de Vitry ou Montigny, vers une condamnation plus radicale des formes d'existence du PC ou du PS. Comme chez ceux-là aussi qui font malgré tout confiance à la gauche... et chez ceux qui, jusqu'ici, vomissaient la politique.

A celles et à ceux-là, les législatives offrent à la fois un test et un tremplin : saurons-nous nous saisir, pour entamer le débat nécessaire, de l'occasion concrète d'engager ensemble une bataille politique ? Saurons-nous (pourquoi pas ?) par delà tout esprit de boutique, présenter ensemble localement ou nationalement des candidatures de convergence pour une alternative ?

Tel est aussi l'enjeu des semaines qui viennent. Pour notre part, nous ouvrons le débat avec quelques contributions écrites avant les élections (pages 6 à 18 et 42, 43). Lecteurs, à vos plumes pour le prochain numéro !

(rédigé dans la nuit
du 10 mai,
par Alain Lipietz
après discussion
du comité de rédaction)



comme si rien ne s'était passé qu'une vulgaire querelle de ménage) a la chance inouïe d'être le premier parti social-démocrate à accéder au pouvoir après que la droite ait désastreusement géré la crise. Les solutions qu'il préconise (redéploiement plus maîtrisé, plus aut centré, moins coûteux socialement) sont à coup sûr un progrès par rapport au libéralisme et à l'internationalisation sauvage du capital : elles au moins ne condamnent pas l'avenir. Mais elles n'ouvrent pas non plus d'issue réelle à la crise. Car il n'y a pas d'issue productiviste à la crise. Le modèle du développement (travail à la chaîne + société de consommation) qui avait assuré les beaux jours de la croissance d'après guerre, est aussi forços que le Programme Commun. Si le PS essaie de le relancer, il se heur-